

Autrement dit

Grand format

D'Irun à Hendaye, le cache-cache des migrants

Valérie Demon



À la frontière entre le Pays basque espagnol et la France, Irun s'est imposée comme la voie de transit vers la France de milliers de migrants subsahariens. Malgré l'augmentation des contrôles de part et d'autre de la frontière, les migrants tentent le passage, parfois au péril de leur vie.

Irun, Fontarrabie (Pays basque espagnol) De notre envoyée spéciale

L'été indien plane encore en ce début octobre sur Fontarrabie, petite ville côtière au Pays basque espagnol. Entre la sortie joyeuse et bruyante des écoles en milieu d'après-midi et les touristes déambulant dans les rues pittoresques, un air d'insouciance flotte sur l'une des plus belles villes du Pays basque.

Quelques mètres plus bas, Ahmed observe, assis sur un banc. Parti du Tchad il y a quatre ans, il n'a qu'un objectif : traverser la rivière Bidasoa, frontière entre l'Espagne et la France. Il dit avoir 17 ans et fait partie des centaines de migrants qui rejoignent chaque mois Irun, la ville jouxtant Fontarrabie. Sans papiers, arrivé en Espagne via l'enclave de Melilla, au nord de l'Afrique, passé auparavant par le Niger, il cherche un moyen de rejoindre Hendaye, dont on distingue la marina. Dix minutes de traversée suffisent pour s'y rendre. Ahmed est déterminé, il en a vu d'autres : « On m'a déjà refoulé avant, en Algérie, au Maroc, mais on essaie et on essaie de nouveau, on n'a pas le choix. »

Le jeune homme est arrivé à Irun deux jours auparavant, en bus. Chaque soir, un petit groupe de bénévoles de Irungo Harrera Sarea, un réseau d'aide aux migrants, est posté à la gare routière pour les accueillir. Un ballet désormais bien rodé. « Il y a trois ans, nous avons remarqué que des groupes arrivaient par bus et nous nous sommes organisés pour les aider, leur donner à manger », se souvient Gari, l'un des bénévoles. C'est pendant l'été 2018 qu'est apparue cette route migratoire

via Irun, prenant de court les autorités basques. « *Ou alors, elle était déjà là et on ne la voyait pas* », s'interroge Gari. Depuis, Irungo Harrera Sarea a augmenté le nombre de places d'accueil.

Deux soirs par semaine, il se rend à la gare et emmène ensuite les migrants au centre de la Croix-Rouge, à une dizaine de minutes en voiture. Pour avoir le droit de dormir trois nuits maximum au centre, il faut être en transit, en Espagne depuis moins d'un an. Adam, un jeune Sénégalais, a le droit de s'y reposer. Entré par les Canaries en mars 2021, passé ensuite par Barcelone, il est arrivé à Irun pour passer en France, où il veut retrouver un oncle. Timide, il reste en retrait dans la voiture de Gari, écoutant attentivement les explications : « *Adam, tu vois les pas verts peints (par les bénévoles, NDLR) sur le trottoir ? Tu les suis et tu arriveras demain matin à la place de la Mairie.* »

Le lendemain, des compagnons de Gari installent une table et quelques chaises sur la place de la mairie, à l'air libre. Comme tous les matins depuis presque trois ans, à dix heures. Jon Aranguren, à la retraite, porte-parole de Irungo Harrera Sarea, accueille une dizaine de jeunes, francophones pour la plupart. Il leur explique les différences culturelles, s'intéresse à leur destination finale, les supplie de ne pas payer de passeurs ni de passer à la nage. Cette année, la mort par noyade de trois migrants, dans la rivière petite mais traître, a secoué les esprits. Tout comme la mort de trois Algériens, renversés par un TER alors qu'ils s'étaient endormis sur les rails, à Ciboure, côté français.

Jon Aranguren tente aussi de les convaincre de rester en Espagne, où on peut obtenir un titre de séjour en justifiant de trois ans de résidence permanente contre cinq ans en France : « *Bon alors, vous avez compris, c'est mieux de rester ici.* » Silence et sourires complices des jeunes Africains. Personne ne veut rester en Espagne, Jon le sait parfaitement. Il voit ainsi 300 migrants par mois. « *Ils viennent surtout de Côte d'Ivoire, du Mali et de Guinée, mais on en a connu de toute l'Afrique. On voit quelques femmes aussi et des mineurs, la majorité veut aller en France, c'est leur référence et Paris semble le paradis pour eux.* » Quelques-uns aimeraient rejoindre le Royaume-Uni.

Yakouba, Malien de 17 ans, écoute attentivement. Son objectif reste la France. « *C'est la langue que je parle, qui m'a colonisé.* » Il reconnaît pourtant que « *l'Espagne a l'air bien, les gens nous aident et la police ne nous ennuie pas trop* ». Débarqué des Canaries en mars dernier, il s'est ensuite rendu à Séville, puis à Irun en bus.

« *94 % des migrants viennent de cet archipel* », assure Xavier Legarreta, directeur des Migrations de l'Asile au sein du gouvernement régional basque. « *Ils mettent en général deux mois avant d'arriver à Irun où leur objectif est de rester le moins possible. Ils se reposent au centre de la Croix-Rouge, rechargent leur portable, reprennent des forces et traversent la frontière.* »

Mais comment, alors qu'ils sont tous sous le coup d'un ordre d'expulsion, ces migrants se rendent-ils des Canaries à la péninsule? Xavier Legarreta, en contact régulier avec le gouvernement régional des Canaries, est catégorique : « *Le gouvernement les laisse se déplacer en avion, une partie (les plus vulnérables et demandeurs d'asile, NDLR) est envoyée dans des centres d'accueil gérés par des ONG.* » Et qui paie le billet d'avion ? Silence. Une chose est sûre : les ordres d'expulsion restent

inapplicables, la plupart des pays africains refusant le retour des migrants.

Deux ponts et une voie ferrée relient Irun à Hendaye. Le pont Saint-Jacques à la frontière reste pratiquement infranchissable. Le contrôle 24 heures sur 24 de la police française depuis un an et demi perturbe la vie des habitants des deux villes. Beaucoup habitent à Hendaye mais travaillent à Irun ou y font leurs courses, tandis que les touristes vont et viennent. Les voitures roulent au pas...

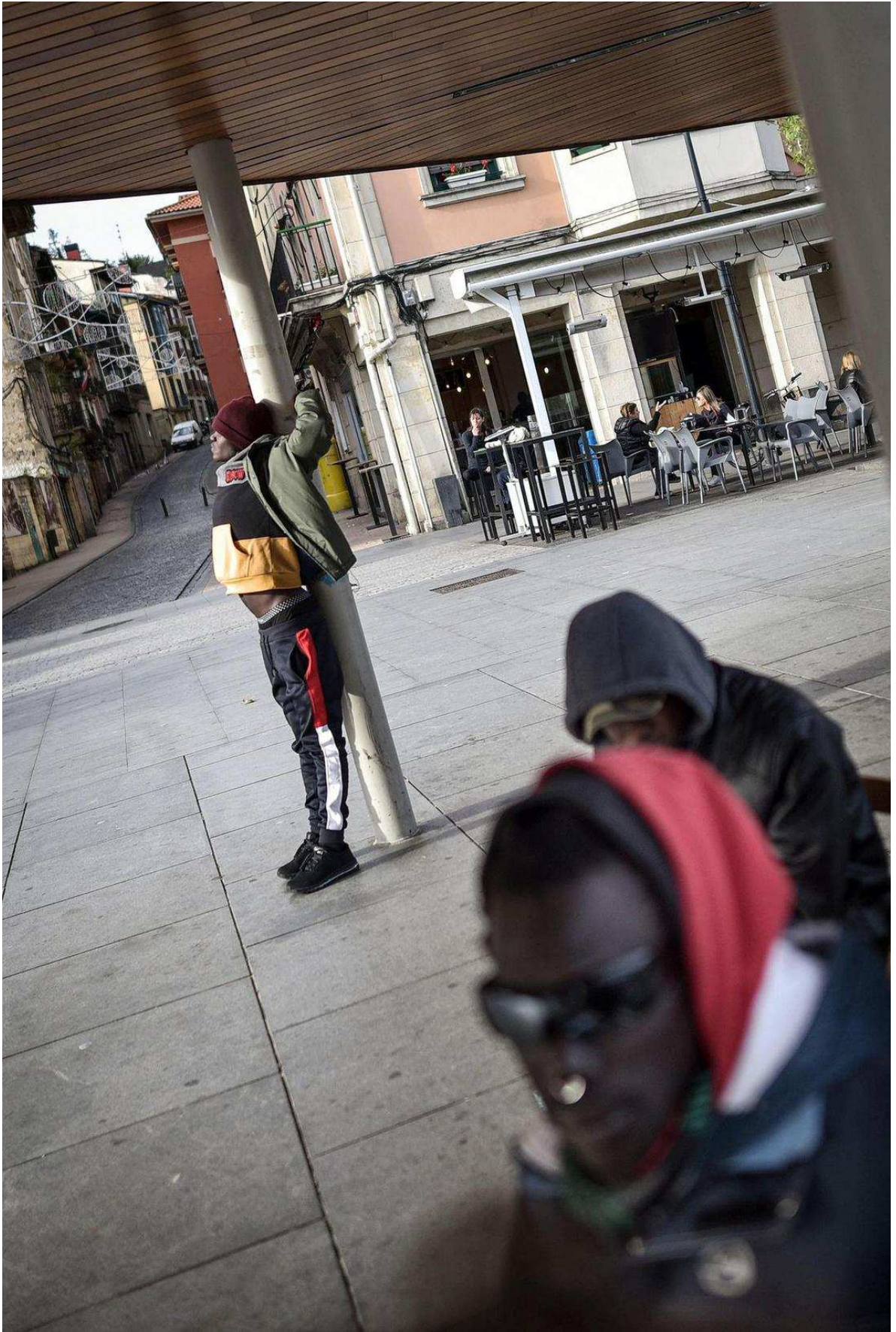
Tous les bus sont contrôlés, un policier monte à bord pour repérer les éventuels migrants. Cette frontière à l'intérieur de l'espace Schengen et ces contrôles au faciès dérangeant. Pour beaucoup, le Covid et les menaces terroristes ont bon dos. Jose Antonio Santano, le maire d'Irun, craint « *un renforcement des contrôles à l'approche de l'élection présidentielle française. Cette course permanente pour voir qui prendra les mesures les plus dures n'a pas de sens, car de toute façon ils arriveront tous en France* ».

Retour à Hondarribia avec Ahmed, refoulé déjà une fois du côté français. Ce jeune migrant, obstiné, a encore tenté deux fois en une journée de passer à Hendaye. Un bateau navette touristique permet de s'y rendre en une dizaine de minutes pour 2€. Le troisième essai sera le bon pour Ahmed dans ce jeu de cache-cache que raconte l'un des pilotes des navettes maritimes : « *Quand la police les attend à l'arrivée du bateau, ils ne sortent pas. Puis, ils tentent de nouveau dans la journée. S'ils sont refoulés le matin, ils reviennent à midi ou plus tard. Tous les jours, on a une vingtaine de nouveaux migrants.* »

Jon Aranguren regrette ces contrôles de plus en plus serrés qui « *ne font que renforcer la souffrance des migrants. C'est impossible de fermer une frontière, vous pouvez dresser un mur, ils feront des trous pour passer* ». À la frontière franco-espagnole, ce jeu de dupes n'échappe pas à Gari : « *L'Espagne surveille de très près la frontière avec le Maroc mais à Irun, les autorités font comme si elles ne voyaient pas les migrants.* »



Des migrants tentent d'entrer en France en empruntant le Topo, un train qui relie Saint-Sébastien (en Espagne) à Hendaïe. - Quentin Top/Hans Lucas



Sur la place de la Mairie à Irun, en Espagne. - Quentin Top/Hans Lucas



Le pont Saint-Jacques à la frontière est contrôlé 24 heures sur 24 par la police française depuis un an et demi. - Bastien Marie/Hans Lucas via AFP

repères

L'Espagne porte d'entrée de l'immigration clandestine

L'Espagne est l'une des principales portes d'entrée de l'Union européenne pour l'immigration clandestine. En mai 2021, en pleine crise diplomatique entre le [Maroc](#) et l'Espagne, [près de 10 000 migrants venus du Maroc ont franchi la frontière séparant le pays de l'enclave espagnole de Ceuta.](#)

Entre juin et décembre 2018, 5 837 migrants sont passés par les centres d'accueil d'Irun. En 2019 : 4 244, en 2020 : 3 493.

Du 1^{er} janvier 2021 au 3 octobre : 5 283 migrants. Depuis juin 2018 : 18 857 personnes, selon les données du gouvernement basque.

Pour refouler les migrants illégaux dans un délai de quatre heures maximum après leur arrivée, la France s'appuie sur un accord bilatéral avec l'Espagne datant de 2002. Un délai difficile à vérifier.

En novembre 2020, Emmanuel Macron avait annoncé un doublement des forces pour contrôler les frontières de la France, de 2 400 à 4 800 personnes, et pour lutter contre la menace terroriste, les trafics et l'immigration illégale.

